

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-Printemps-arabe-un-an-apres-Mohammad-Mahmoud-Ould-Mohamedou>

Entretien avec Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou

Le Printemps arabe un an après : Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou

- Empire et Résistance - Afrique et Monde Arabo-Musulman -

Date de mise en ligne : lundi 23 janvier 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou est professeur invité à l'Institut de Hautes Études Internationales et du Développement et Directeur du Programme sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord du Centre de Politique de Sécurité de Genève. Auteur, notamment, de Contre-Croisade - Le 11 Septembre et le Retournement du Monde(2011).

Une année nous sépare du début des bouleversements qu'a connu un grand nombre de pays arabes. Sommes-nous en présence de révolutions populaires au sens sociologique propre du terme ou s'agit-il plutôt de soulèvements qui pourraient, peut-être, faire marche arrière ?

Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou (MMM) : On s'est beaucoup interrogé cette dernière année sur la nature réelle de ces changements, versant de temps à autre dans un exercice sémantique qui a pu, parfois, nous faire perdre de vue la dimension principale, à savoir qu'en l'espace de quelques semaines et à travers l'ensemble de la région nous avons assisté à une entière refonte des données fondamentales de la relation entre État et société en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Et c'est un essentiel qui en l'espèce s'apparente, à mon sens, à une phase révolutionnaire.

Passé ce constat, je pense qu'il faut néanmoins aujourd'hui, avec le recul, prendre la mesure différenciée de ce qui a été indéniablement une révolution nationale mettant en scène spontanément le peuple en Tunisie, une coordination de grande ampleur en Égypte qui s'est rapidement modelée sur la matrice tunisienne avec moins de succès et dont l'issue sur le long terme demeure incertaine mais qui aura tout de même forcé le départ d'un puissant autocrate, un soulèvement populaire en Libye qui a pris le chemin d'une rébellion armée et n'a pu déloger un autre puissant autocrate qu'à la faveur d'une intervention militaire étrangère et d'autres situations tout aussi complexes au Yémen, au Bahreïn et en Syrie. De manière générale, nous ne pouvons plus réellement parler du printemps arabe au singulier.

La dignité, la liberté et la justice ont été parmi les premières exigences de la jeunesse en Tunisie, en Égypte et en Libye. S'orientons-nous vers la concrétisation de ces notions dans ces pays et leur mise en place effective ?

Vous soulignez à juste titre la centralité de ces trois thèmes «dignité, liberté et justice» dans les soulèvements, et ceci nous renseigne sur l'identité première de ces mouvements. Ce sont, avant tout, des révolutions des droits de l'Homme. C'est bien une notion des plus élémentaires, la dignité, qui a motivé le geste de désespoir absolu de Mohamed Bouazizi.

En définitif, voyez-vous, l'autoritarisme aboutit irrémédiablement à une impasse lorsque ces mécanismes répressifs butent sur un rejet de la part du citoyen moyen non pas par calcul politique tactique mais par simple souci de préservation existentielle. En ce sens, les révolutions du printemps arabe sont fondamentalement des révolutions de rupture avec un système qui ne pouvait plus prétendre à diriger ces populations dès lors que ces césures basiques avaient été actées. Pour autant, les transitions ne seront pas aisées et la matérialisation de ces idées et ces valeurs demandera un travail ardu. Pour l'heure, on peut consigner d'importants progrès en vue de leur institutionnalisation en Tunisie. L'Égypte reste le théâtre de violations sporadiques particulièrement problématiques et la Libye se doit encore de mettre en place les garde-fous constitutionnels pour une transition viable.

À l'occasion de toutes les expériences électorales des pays du printemps arabe, les partis à orientation islamiste ont remporté la majorité des sièges. Ceci représente-t-il une menace pour les gages de modernité

dans ces sociétés (droits de la femme, libertés individuelles, organisation civile des institutions publiques et étatiques,...) ?

Non, je ne le pense pas. D'une part, citoyenneté et piété ne sont pas antinomiques, d'autre part, les analyses du printemps arabe arc-boutées sur la crainte de l'islamisme perdent de vue la complexité des reconfigurations politiques en cours dans cette partie du monde. Les mouvements qui ont remporté les élections sont des partis organisés publiquement qui ont mené campagne dans un cadre compétitif et pluripartiste. Les scrutins se sont déroulés dans la transparence et l'observation internationale.

De plus, c'est en connaissance de cause que les votants ont opté pour l'option islamiste. Intenter des procès d'intention à cette expression, ce serait faire preuve d'intolérance au nom de la tolérance, et s'enthousiasmer pour la démocratisation au sud de la Méditerranée que si elle produit des résultats clonant les démocraties occidentales, c'est perpétuer ce même paternalisme qui avait permis la continuité de l'autoritarisme dominant dans cette région.

Je noterais, enfin, que le projet politique et social des islamistes ne pourra être, à proprement parler, évalué que s'il est testé dans le cadre d'une expérience politique électoralement circonscrite. Les islamistes ont été élus à l'issue du premier vrai moment démocratique arabe, qu'ils fassent leurs preuves et continuent à respecter le jeu démocratique. Ceci permettra à la fois la maturation civique du système (ainsi que l'apprentissage citoyen) et le dépassement d'un épouvantail islamiste trop longtemps instrumentalisé de part et d'autre.

Le penseur marocain Mohamed Abed Al Jabri avait appelé, durant les années 1990, à la formation d'une coalition historique afin de mener à bien le processus de transformation au sein du monde arabe. Le temps serait-il venu de mettre en place une telle structure ?

De la même façon, le militant tunisien des droits de l'homme, Moncef Marzouki, aujourd'hui devenu président de son pays, appelait à la même époque à « une seconde indépendance » et le sociologue égyptien Saad Eddine Ibrahim oeuvrait également en ce sens... En réalité, un important travail de tentative de libéralisation politique avait été mené par de nombreux arabes durant la décennie des années 1990, et la mémoire de cette action historique, même si elle n'avait pas aboutie, se perd souvent dans le débat actuel sur la genèse des révolutions qui ne sont pas nées ex nihilo. Je pense, cependant, que la poussée actuelle et l'accélération des processus de questionnement de l'autorité illégitime nous ont fait dépasser le besoin d'une telle initiative au niveau opérationnel.

Si elle venait néanmoins à être créée, quelles seraient les chances de succès d'une telle coalition, notamment en ce qui concerne un nouveau contrat social régissant l'organisation de ces sociétés ?

De nouveaux contrats sociaux sont déjà en train d'émerger. Mais ils le font dans un cadre principalement national, et c'est, je crois, peut-être mieux ainsi, puisque cela permettra une assise à la fois plus contextualisée et définie des projets démocratisant dans une expression autochtone et, au bout du compte autonome. Les coordinations régionales, qui existent visiblement au niveau des réseaux sociaux qui ont joué un rôle positif important dans le processus de ces « e-révolutions », se substitueront graduellement à une appropriation sociétale dans chacun de ces pays des transitions.

Autant il était nécessaire de coordonner regionalement il y a quelques années afin de générer un momentum de transformation, autant je crois qu'il faut désormais se pencher sur l'ordonnance et l'agencement local de ce qu'un ordre démocratique nécessite de façon pratique afin de se perpétuer. Et, à nouveau, ceci n'est pas chose aisée. Les révolutions requièrent de l'énergie, les transitions du savoir-faire.

La jeunesse et le peuple seront-ils en mesure de sauvegarder un rôle actif durant la période de transition

après avoir été aux avant-postes durant les soulèvements ou bien risquent-ils de se mettre en retrait après l'instauration et la normalisation d'un cadre légal nouveau ?

Nous avons déjà deux illustrations contrastées de cette question importante. En Tunisie, où la révolution a été globalement consommée, le peuple s'est quelque peu mis en retrait et s'exprime graduellement dans le cadre des canaux démocratiques, ou qui sont en voie de l'être : élections, manifestations, activisme citoyen au niveau municipal, débats d'idée, etc...

En Égypte, où les soubresauts révolutionnaires persistent, le peuple, ou à tout le moins une frange de celui-ci activement opposée à la gestion militaire de la transition, s'exprime encore de façon importante à travers le mode révolutionnaire. Aussi peut-on croire que seule la satisfaction des demandes essentielles d'un soulèvement, c'est-à-dire la définition d'une orientation nationale en vue de réformes fondamentales, est à même de mettre en marche la séquence de retrait révolutionnaire et l'entrée en scène de dynamiques citoyennes progressivement normalisées.

Qu'en est-il des dynamiques régionales actuelles ? Quel avenir pour la Ligue Arabe dans ce nouveau contexte ?

Le printemps arabe a eu deux conséquences principales sur les relations régionales. Premièrement, l'arrivée de nouveaux leadership en Tunisie, en Libye, en Égypte, à terme au Yémen et en Syrie, va aboutir au cours des prochaines années à une importante reconfiguration du monde arabe puisque ces acteurs ne reconduiront pas forcément les alliances préexistantes et pourront en faire naître de nouvelles au gré de leurs orientations qui devront beaucoup à leur lecture réactive des choix préexistants. Il faut remonter aux années 1960, au lendemain des indépendances, pour retrouver un moment historique de telle ampleur.

Pour l'heure, nous sommes encore en période de repositionnement actif, et une importante fluidité caractérise les relations entre l'ensemble des pays arabes. Deuxièmement, la situation des pays non-arabes de la région – la Turquie, Israël et l'Iran – a également été impactée de façon importante par les révoltes avec ainsi un accroissement de l'influence de la Turquie, un affaiblissement d'un Israël perceptiblement désemparé face à l'apparition de démocraties arabes et un régime à Téhéran, même si cela est moins visible en raison de l'opacité du système iranien, tout autant désarçonné par une redistribution régionale des cartes déterminée précisément par ce qui était venu le menacer en 2009 avec le « mouvement vert ». Je ne vois pas encore de changements profonds dans la manière de faire de la Ligue Arabe. L'initiative sur la Libye était, dans les faits, venue du Conseil de coopération du Golfe et le dossier syrien marqué d'une valse-hésitation.

Quelle forme pourrait prendre la relation entre les pays arabes et l'Occident au lendemain de ces changements ?

Le printemps arabe est une série d'évènements essentiellement locaux. Les soulèvements ne s'opposaient pas à l'Occident. Ce sont des bouleversements autoproduits qui ont été suscités par l'impasse de l'autoritarisme dans le monde arabe. L'ambition de ces transformations, si elle venait à être réalisée, est avant tout d'instaurer des mécanismes de représentation démocratique doublés d'une expression du politique sur un mode légitime pérennisé.

La relation avec le monde occidental est donc, au départ, secondaire. Ceci étant, la soumission des régimes policiers tombés à Tunis et au Caire à une relation clientéliste avec l'Occident faisait partie des dimensions de ces pouvoirs rejetés, explicitement ou implicitement, par les manifestants. C'est donc désormais la perspective de la redéfinition plus constructive d'une relation avec un partenaire souverain qui s'ouvre. Mais, là aussi, nous n'y sommes pas encore tout à fait, et une telle réciprocité, réellement respectueuse des différences et des intérêts légitimes de part et

d'autres, demandera un travail de deuil d'un passé qui sur ce versant a été tout aussi problématique, notamment durant la décennie écoulée.

Propos recueillis par A. Abdeleli.

* **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou.** Professeur invité à l'Institut de Hautes Études Internationales et du Développement et Directeur du Programme sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord du Centre de Politique de Sécurité de Genève. Auteur, notamment, de *Contre-Croisade - Le 11 Septembre et le Retournement du Monde*(2011).

Source : [Swissinfo](#) (traduit de l'arabe) :
le 19 janvier 2012